

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE MOPTI
Cercle de Mopti
Commune rurale de Bassiro

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE BASSIRO

2006- 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Août 2006

PREMIERE PARTIE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.

1. Rappel de l'insécurité alimentaire du pays, de la commune

La sécurité alimentaire peut se définir comme l'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture pour satisfaire le besoin alimentaire C'est aussi l'accès pour toute personne et à tout moment à une alimentation saine et suffisante pour mener une vie active en pleine santé (Banque mondiale)

La sécurité alimentaire renvoie à 4 piliers ou conditions pour être reconnue comme acquise ; ce sont :

- la disponibilité des aliments
- l'accès aux aliments
- l'utilisation des aliments
- la stabilité dans l'approvisionnement

La sécurité alimentaire au Mali est de tous les constats depuis plusieurs décennies entière Les sécheresses successives ont rendu précaires voire aléatoires les conditions de productions des céréales A cela, il faut ajouter les contraintes de sous équipements, d'accès aux terres et intrants, au crédit, aux actions des déprédateurs, à l'enclavement, aux mauvais état des pistes rurales, aux modes de productions extensifs, l'exode des jeunes

Les conséquences les plus perceptibles et directes sur la vie des ménages à tous les niveaux furent la hausse des prix des céréales

Un Commissariat à la Sécurité Alimentaire a été créé pour mettre en œuvre une stratégie nationale de sécurité alimentaire On peut citer entre autres actions de cette stratégie la création et l'approvisionnement de nouvelles banques de céréales dans les 703 communes du pays

2. Nécessité de l'élaboration d'un PSA

L'élaboration d'un Plan de Sécurité Alimentaire s'avère nécessaire en raison d'une part de la situation d'insécurité alimentaire qui prévaut dans la commune, et d'autre part par le fait que la planification et la mise en œuvre des objectifs et activités de sécurité alimentaire relèvent des responsabilités des collectivités territoriales et s'inscrivent dans la stratégie nationale du Mali en la matière ainsi que la loi d'orientation Agricole Elle doit permettre aux acteurs de la commune d'avoir une vision et des orientations claires ainsi que les outils et stratégies spécifiques et appropriés de réalisation de la sécurité alimentaire

3. Objectifs de l'exercice

Les objectifs visés à travers l'exercice sont :

- renforcer les capacités des élus et autres acteurs de la commune à élaborer un cadre de référence pour la lutte contre l'insécurité alimentaire ;

- favoriser la coordination et l'harmonisation des interventions en la matière ;
- faciliter le suivi évaluation des activités en matière de sécurité alimentaire ;
- aider la commune à prévenir ou minimiser les risques et calamités sur les conditions alimentaires des ménages

Dans la commune de Bassiro, l'insécurité alimentaire en terme de disponibilité est un fait avec un déficit régulier des productions; en terme d'accès et d'utilisation, si le problème de transport se pose moins, il en va différemment du pouvoir d'achat des ménages qui sont en majorité pauvre et loin du chef lieu de la commune qui abrite la seule banque de céréales ; l'utilisation est critique du point de vue de la qualité et de l'hygiène alimentaire dans la mesure où les ménages en particulier les femmes confrontées à l'analphabétisme, à l'insuffisance d'eau potable, l'insalubrité ne sont strictes sur le respect des normes de sécurité sanitaire des aliments préparés ou recueillis. Les problèmes de gestion de la banque de céréales influent sur l'approvisionnement qui est interrompu à cause de l'insuffisance des ressources financières.

II METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PSA

Le processus d'élaboration du plan de sécurité alimentaire de la commune de Bassiro a été itératif et participatif; il a connu donc plusieurs étapes conformément à la méthodologie et aux outils mis à disposition par le projet.

Ces étapes sont

- la formation des acteurs

Elle regroupé à Mopti les élus, les secrétaires généraux et les représentants du CCC, des ONG et projets présents dans le cercle, l'administration et la coordination des associations féminines. Elle a permis aux participants de connaître et approfondir les concepts liés à la sécurité alimentaire, la politique et la stratégie nationale du Mali en matière de sécurité alimentaire, de se familiariser avec les outils d'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire.

- la campagne d'information et de sensibilisation des populations à travers la radio, les moyens traditionnels, les missions d'information
- la tenue des journées de consultation intercommunautaires par lesquelles les élus et animateurs ont procédé avec les représentants des différents villages de la commune au recensement des atouts/ potentialités et ressources des communautés, l'identification des problèmes et des solutions aux problèmes de sécurité alimentaire,
- la tenue de l'atelier de planification qui a réuni les élus et les délégués des villages
- la restitution/validation du plan par les populations
- l'adoption du plan de sécurité alimentaire par le conseil communal

III. APERÇU SUR LA COMMUNE

3.1 Historique

La commune de Bassiro à l'instar des autres communes rurales du Mali, a été créée par la loi 96-059 du 12-11-96 portant création des communes : Elle est issue de l'ex arrondissement de Fatoma qui a donné naissance à deux autres communes.

3.2 Situation géographique

Elle est limitée au Nord par la commune de Borondougou, au sud par la commune de Fatoma, à l'est par la commune de Kounari et Fatoma et à l'ouest par la commune de Kounari.

2.3 Organisation administrative

La commune Il se compose de 6 villages qui sont Tomonthiera, Saré-Sana, Moussawal, Siniré, Pathia et Sampara. La distance entre le chef lieu de commune au chef lieu de cercle est de 26 Km.

Elle est administrée par un conseil communal, organe délibérant de 11 membres qui a élit en son sein un organe exécutif composé du maire et de 3 adjoints. La composition politique du conseil communal est assez diversifiée à travers la représentation de 4 partis politiques et des indépendants. Le taux de participation aux élections communales de 2004 a été 54,54%

3.4 Organisation institutionnelle

L'organisation institutionnelle repose sur le conseil communal et le bureau communal; des commissions de travail ont été créées pour animer les domaines des finances, de l'état civil, de l'environnement et de l'éducation et de la santé. La commune est représentée au sein du conseil de cercle par deux élus.

Les autres institutions ou services qui collaborent avec la commune sont l'administration à travers le sous préfet basé à Mopti, les services techniques de la santé, de l'éducation, de l'Agriculture, de l'élevage, de la conservation de la nature, de l'hydraulique, de la perception, de la protection des végétaux, le service de la Production et l'Industrie Animale et l'ANICT

Les ONG et projets partenaires sont la NEF à travers le Centre de conseil communal, le Projet d'Appui à la Gouvernance Partagée (PGP) et le Projet d'Appui A la Réduction de la Pauvreté, l'AFVP (Association Française Iles et Vilaines, EVEIL, et Office Riz/PADER

IV SITUATION DE REFERENCE

4.1 Caractéristiques physiques

4.1.1. Le Climat

Située en zone sahélienne, son climat est de type aride. On y observe deux grandes saisons : une saison des pluies allant de Juillet à Septembre et une longue saison sèche qui va d'Octobre à Juin.

4.1.2. La pluviométrie

La moyenne pluviométrique annuelle, variable d'une année à une autre et généralement mal répartie, tourne autour de 400 mm.

4.1.3. Les Sols

Le relief de la commune est formé de nombreuses plaines inondables et des sols argilo sableux et argilo limoneux. L'occupation des sols est marquée par la culture du mil, sorgho, maïs, niébé, arachide etc, elle se fait dans la partie exondée de la commune ; La superficie cultivable est estimée à 2310 Ha pour une superficie cultivée de 1867 ha, ce qui représente un taux de mise en valeur de 81 %. Une troisième zone d'activité importante existe, c'est le pâturage. La pêche de type surtout traditionnel n'est pas développée.

4.1.4. L'environnement naturel et humain

L'environnement est caractérisé par une végétation est constituée essentiellement de quelques rares épineux et de balanzans. On y retrouve des lièvres, des singes et des écureuils et quelquefois des chacals Par ailleurs, le découpage territorial fait ressortir une zone essentiellement exondée qui se prête à la culture sèche : sorgho, mil, maïs, haricot, arachide etc...

L'environnement humain est caractéristique de la coexistence de plusieurs ethnies et de la diversité culturelle ainsi que des échanges et relations induits se traduisant dans les mariages.

4.1.5 Hydrographie

Les eaux souterraines : Essentiellement composées de forages pour un taux de réussite de 90 %, un débit moyen de moins 8,5 m³/l, une profondeur moyenne de 54 m et un niveau statique de 9 m.

Les eaux de surface : La commune est traversée par le Yamé qui tire sa source dans la commune de Bandiagara. En plus de ce cours d'eau qui traverse la commune sur 15 kms ; on y note la présence de nombreuses mares en saison de pluie ; il faudrait signaler aussi l'abondance des eaux de ruissellement et de quelques mares ensablées..

4.2 Caractéristiques démographiques et sociales

1 La Population

La répartition est inégalement répartie entre les villages. La population en 2006 est estimée à 1551 habitants dont 724 hommes et 827 femmes.

La population est essentiellement composée de Diawandos commerçants, de peulhs éleveurs, de rimaibés et Bobos agriculteurs, de Bozos pêcheurs.

La frange jeune de la population n'échappe pas au phénomène de l'exode rural. Les mouvements migratoires s'effectuent vers le Sénégal, la Gambie, le Zaïre, la RDC, la Guinée Equatoriale, le Ghana, le Burkina Fasso, la Guinée Konakry, la Zambie, la Libye et le Mozambique. Les jeunes et les femmes constituent la couche la plus mobile, qui se déplacent vers les centres urbains de l'intérieur du Mali à la recherche de leurs trousseaux de mariage ou de fonds de petit commerce.

2 Caractéristiques économiques

L'Agriculture

L'agriculture occupe la plupart des bras valides de la commune ; cependant ce sous-secteur est tributaire des aléas climatiques (faiblesse et mauvaise répartition de la pluviométrie et des crues).

Dans la plupart des villages les cultures maraîchères sont réservées exclusivement aux femmes, ce qui contribue à l'amélioration du régime alimentaire des ménages. Par rapport à la position stratégique de la commune, c'est à dire sa proximité du centre urbain de Mopti, gros consommateur de produits maraîchers, tout le potentiel aménageable n'est pas suffisamment exploité malgré l'encadrement technique suffisant apporté par l'ONG RESA ; or cette filière très porteuse pourrait apporter une bouffée d'oxygène à l'économie de subsistance de la commune.

Les superficies cultivables sont estimées en 2005 à 2310 h dont 1867 ha sont exploités

Le niveau d'équipement des UPA est moyen ; mais l'accès à l'équipement agricole est rendu possible par la disponibilité des matériels, des animaux de trait et autres instants sur le marché local et à Mopti.

Le mode d'accès à la terre est de type traditionnel .Il est géré par un régime coutumier qui bénéficie généralement de l'encadrement des services techniques en l'occurrence l'ORM. Le rôle joué par les femmes dans la production agricole est très important dans cette commune, car elles participent aux activités de désherbage et de battage, qui constituent des étapes déterminantes.

La production maraîchère quant à elle, bien qu'étant de subsistance est entièrement fournie par ces dernières organisées en groupements par village. Notons que des contraintes existent cependant ; il s'agit de :

- La pauvreté des sols.
- Les aléas climatiques se traduisant par une insuffisance de pluies et des crues
- Les difficultés liées aux coûts et sources d'approvisionnement

- Les maladies phytosanitaires telles que le mildiou et le charbon surtout sur les cultures sèches. Au niveau des plaines rizicoles c'est une infestation des plaines rizicoles par les nuisibles,

L'élevage

Toutes les ethnies de la commune pratiquent l'élevage ; le type d'élevage extensif est le plus courant ; ce qui explique le départ des animaux une partie de l'année vers le bourgou.

Les produits commercialisés sont le lait et ses dérivés au niveau des villages de proximité, le centre urbain de Mopti / Sévaré.

La femme joue ici aussi un rôle important : la vente du lait et ses dérivés lui est surtout réservée. Mais de plus en plus certaines femmes entreprennent des activités d'embouche ovine et même bovine.

Les contraintes sont nombreuses :

Le fonctionnement des structures de gestion villageoises chargées d'appliquer la convention est léthargique car la coordination n'est pas bien assurée actuellement

Malgré l'importance du cheptel, l'élevage reste tributaire aussi des aléas climatiques à cause de son caractère extensif.

- Le faible taux de couverture vaccinale animale
- Une faible proportion d'éleveurs pratique la complémentation alimentaire du bétail. La gestion des troupeaux est confiée aux Peulhs qui se sont confinés dans la fonction de gardiennage et de gestionnaire.

La pêche

Les Opérateurs dans ce sous-secteur sont les commerçants, grossistes et détaillants. Les moyens et circuits de commercialisation sont les commerçants transporteurs et la location de véhicule. Les lieux d'écoulement sont les marchés de Fatoma, Mopti et Sévaré.

Il n'y a pas d'étang piscicole et de mares aménagés dans la commune. Le yamé et le casier de l'office riz qui constituent les principaux lieux de pêche.

L'implication des femmes est importante dans le secteur. Elles assurent les négociations et les transactions avec les commerçants d'une part et d'autre part elles font les opérations de tri après la pêche et décident de la répartition des produits et de leur transformation.

Principales contraintes à ce niveau: Faiblesse de la production halieutique due principalement à la faiblesse des crues, manque d'équipements et l'ensablement des mares.

Cueillette et Exploitation forestière

Elle est pratiquée par les femmes dans le domaine forestier et concerne les feuilles et fruits des arbres comme le baobab, l'acacia albida, le tamarinier ainsi que le bois de chauffe.

En matière de gestion des ressources forestières, malgré la mise en place de brigades de surveillance dans les villages, l'exploitation demeure de type incontrôlé.

Les femmes pratiquent les activités domestiques et agricoles. A coté de cela, il faut signaler la cueillette, le petit commerce et le jardinage qu'elles pratiquent grâce aux nombreuses sources d'eau de la commune et à l'appui des partenaires au développement surtout.

Le Commerce et les échanges

La commune dispose d'un marché hebdomadaire faiblement fréquenté. Les principaux produits commercialisés sont le mil, le riz, le poisson et le bétail ainsi que les produits de premières nécessités.

Transport et Communication

La commune Bassiro jouit de sa proximité de la Route Nationale N°16 qui fait d'elle l'une des communes du cercle le plus accessible en toute saison. La communale retenue par le décret 05 - 431 de septembre 2005 est la route Sampara – Moussa Wel de 7 km.

Les villages de l'intérieur sont reliés par des pistes praticables en toute saison. Les moyens de transport les plus utilisés sont les charrettes. Elles servent aussi au transport des personnes et des biens.

Les communications sont assurées par le réseau administratif de commandement (RAC) du sous-Préfet et celui du CSCOM. La couverture téléphonique est assurée par les réseaux de téléphonie mobile Malitel et Ikatel.

Artisanat

Les productions dans ce domaine sont les dabas, houes, les articles de poterie et les vannes. Le nombre d'artisans est de 185 organisés au sein d'une association.

4.4. Caractéristiques socio- économiques et culturelles

4.4.1 Secteurs sociaux

Les secteurs sociaux qui regroupent essentiellement la Santé, l'éducation et l'hydraulique font l'objet d'attention particulières de la part des autorités communales; mais la santé reste confrontée a la forte mobilité des populations et à leur faible accès aux structures de Santé a des distances raisonnables. La situation sanitaire n'est pas des mieux loties au regard des données du tableau ci-dessous. Elle est le plus souvent en deçà des normes. Les données fournies ci-après fournies par la direction régionale de la santé de Mopti, bien que ne rendant pas compte de la situation sanitaire exacte de la commune de Bassiro seule, en donne néanmoins une idée :

Dans le domaine de l'éducation, la commune avec un taux de scolarisation de plus de 90% semble a première vue être au de la des objectifs du PRODEC. Cependant force est de reconnaître ce fort taux est concentre dans les deux villages qui abritent une école ; Sampara et Moussawal.

En matière d’approvisionnement en eau potable, la commune de Bassiro dispose de 7 forages équipés et de 9 puits à grand diamètre.

Le principal cours d’eau est le Yamé qui traverse la commune sur une distance de 15 kilomètres. L’insuffisance de points d’eau pastoraux pour le bétail qui est ainsi abreuvé à partir des puits villageois.

La couverture en eau potable assurée par 5 puits à grand diamètre et 4 forages équipés, est insuffisante par rapport au nombre de population ; la moyenne est 185 points d’eau par habitant alors que la norme nationale préconise 1 point pour 400 habitants.

4.4.3 Etat de la sécurité alimentaire

La couverture alimentaire est déficitaire compte de la faiblesse des productions ; celles sont tributaires des aléas climatiques et des nombreux facteurs limitant les rendements tels que la pauvreté des sols, le sous équipements, la non maîtrise de l’eau etc.

En ce qui concerne le marché des céréales, le prix moyen pratiqué sur les deux marchés est de 150 F/kg ; ce qui revient à 15 000 FCFA le sac de 100 kg de mil. L’approvisionnement est effectué sur place avec les commerçants transporteurs qui desservent la commune les jours de foire et sur le marché de Fatoma, Konna et/ou Mopti. La stratégie mise en place par l’Etat et la commune pour assurer la disponibilité et l’accès consiste dans la création des banques ; il y a une banque de céréales communale qui est fonctionnelle à travers un comité de gestion chargé de la gestion des stocks. Une autre stratégie appuyée par l’ONG Catholic Relief Service (CRS) est l’organisation de foire Agricole pendant laquelle les producteurs ont l’opportunité d’accéder aux semences subventionnées et de disposer librement de leurs réserves.

4.4.4. Art, culture, sport et tourisme

Le Football est la seule discipline pratiquée au niveau des écoles. Les manifestations artistiques et culturelles se font à l’occasion des cérémonies de mariages, de baptêmes de circoncisions et les festivités du 22 septembre.

4.5. Infrastructures et équipements collectifs

Grâce à l’appui des différents intervenants ONG et Projets y compris gouvernementaux, la commune de Bassiro évolue vers un niveau moyen de développement comme en atteste certains indicateurs socio-économiques. Il faut noter avec satisfaction que les partenaires de la coopération décentralisée tels que les partenaires français dans le cadre du jumelage sont très actifs dans cette commune.

➤ Domaine de l’Education

La commune dispose de deux (2) écoles fondamentales de 1^{er} cycle équipées en tables bancs et tables de bureau, quatre (4) centres d’alphabétisation fonctionnels non équipés dans les villages de Moussawal, Pathia, Sampara et Tomonthiéra.

➤ **Domaine de la Santé**

Un centre de santé communautaire existe ; celui de Bassiro arrive à gérer certaines urgences. Un magasin de stockage de produits pharmaceutiques à Sampara.

V ATOUTS ET CONTRAINTES A LA SECURITE ALIMENTAIRE

5.1. Les atouts

5.1.1 Ressources humaines

La commune possède comme atout principal les ressources humaines notamment la main d'œuvre constituée surtout des jeunes garçons et filles ; l'évolution par âge de la population à l'instar de celle du cercle indique une force productive croissante pour la commune. En outre les enfants en formation grâce aux écoles implantées et en train de l'être favorisent la constitution d'un capital humain en terme technique et économique pour la valorisation des énormes potentialités naturelles et économiques de la commune. Bassiro dispose de producteurs expérimentés et formés dans une certaine mesure dans les domaines de la production agricole et pastorale ; organisés au sein de coopératives et/ou groupements qui ont souvent bénéficié de l'appui des ONGS et projets. Cette longue expérience de collaboration avec les intervenants extérieurs est un atout qui facilite l'appropriation des innovations et la mise en place de stratégies.

5.1.2. Terres

La commune est riche en terres agricoles, les superficies cultivables (objectifs de réalisation 2005 du service de l'agriculture) sont estimées à 2310 ha dont 80 sont exploités. Le potentiel aménageable est inexploité. L'existence de partenaire d'appui comme l'office riz et les ONGs sont des atouts de la commune pour faire la promotion de l'agriculture

5.1.3 Pâturages

5.1.4 Les eaux

La commune est traversée par le Yamé qui tire sa source dans la commune de Bandiagara. En plus de ce cours d'eau qui traverse la commune sur 15 kms ; on y note la présence de nombreuses mares en saison de pluie ; il faudrait signaler aussi l'abondance des eaux de ruissellement et de quelques mares ensablées.

5.1.4 Atouts socioéconomiques

Les atouts socioéconomiques de la commune sont multiples et divers.

D'abord ce sont les organisations socioprofessionnelles qui outre leur nombre concernent toutes les catégories sociales et diverses branches d'activités ; elles ont acquis de riches expériences dans le cadre de partenariat avec des ONG et/ou projets.

C'est la proximité de la RN16 et des foires importantes de Fatoma et Konna pour le développement des échanges commerciaux.

Enfin les opportunités d'aménagement des vastes zones agricole, de transformation et conservation des produits de l'élevage et de la pêche favorisée par le projet d'implantation d'unités industrielles dans la commune de Konna par le gouvernement accroîtront les capacités de la commune de peser considérablement sur les effets de la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations.

5.2 Les contraintes

- liées à la disponibilité

La contrainte identifiée est l'insuffisance de superficies agricoles et pastorales aménagées

- liées à l'accès

Le faible revenu des populations est la contrainte liée à l'accès.

- liées à l'utilisation appropriée de la nourriture

Les contraintes dans ce domaine sont la non maîtrise des connaissances alimentaires et nutritionnelles et le faible taux de fréquentation du CSCOM.

- liées à la stabilité

La quasi inexistence des structures communautaires équipés et biens organisées constitue la contrainte principale.

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE
VI 1. PLAN D'ACTION

OBJECTIF GLOBAL : Assurer la sécurité alimentaire dans la commune Bassiro

Piliers	Contraintes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Intervenants	Responsable
Disponibilité	Insuffisance de superficies agricoles, pastorales aménagées	Amélioration de la production agro-pastorale	la production agro-pastorale améliorée	-Aménagement mare Tiofol	FSNI, CT	Commune
				-Aménagement de deux périmètres maraîchers	-//-	-//-
Accès	Faible taux de revenus des populations	Amélioration des revenus de la population	Les revenus des populations sont améliorés	Mise en place des systèmes de micro crédits	Partenaire, CT	Commune
				-Aménagement PPIV	-//- Partenaire	Commune
Utilisation	- La non maîtrise des connaissances alimentaires et nutritionnelles	- maîtrise des connaissances alimentaires et nutritionnelles	- Les populations connaissent et maîtrisent l'alimentation et la nutrition	Démonstration culinaire formation du personnel de l'ASACO et les relais sensibilisation des populations	Service Socio Sanitaire Leaders communautaires	Commune
	-Faible taux de fréquentation du CSCOM	-Améliorer le taux de fréquentation du CSCOM	- Le taux de fréquentation du CSCOM est amélioré	-Campagne de sensibilisation	ASACO Relais	Commune
Stabilité	La quasi inexistence des structures communautaires équipés et	Renforcer la dynamique communautaire	La dynamique communautaire	-Mise en place et l'animation des nouvelles structures communautaires	FSNI CT	Commune
				-La conduite d'actions de sensibilisation et de	FSNI CT Autres partenaires	Commune

	biens organisées			formation des populations des structures d'appuis -l'Information des populations sur les autres opportunités de développement -L'identification et montage de microprojets	FSNI CT	Commune
--	---------------------	--	--	---	---------	---------

VI.2 EVALUATION DU PLAN (en milliers de FCFA)

Piliers	Activités	Indicateurs	Coût Total						Localisation
				1	2	3	4	5	
Disponibilité	-Aménagement mare Tiofol		50 000		50 000				Sampara Saré Sana
	-Aménagement de 2 périmètres maraîchers		10 058		5029	5029			
	-Aménagement PPIV		50 000		50 000				Siniré, Sampara Tous les villages S /C Sampara
	-Aviculture, embouche		82 000	16 400	16 400	16 400	16 400	16 400	
	-Equipements en moyens de production		10 000	2000	2000	2000	2000	2000	
-Construction d'un magasin de stockage équipé et doté d'un stock initial d'intrants		10 000	5000	5000				Tous les villages S /C Sampara	
Accessibilité	-Mise en place des systèmes de micro crédits		18 000	6000	6000	6000			Tous les villages S /C Sampara
Utilisation	-Démonstration culinaire formation du personnel de l'ASACO et les relais sensibilisation des populations		3 230	3230					Tous les villages de l'aire de santé de Sampara
	-Campagne de sensibilisation		2 500	2500					Tous les villages de l'aire de santé de Sampara
Stabilité	-Mise en place et l'animation des nouvelles structures communautaires		1 000	1000					Tous les villages de l'aire de santé de Sampara
	-La conduite d'actions de sensibilisation et de formation des populations des structures d'appuis		24 000			24 000			Tous les villages de l'aire de santé de Sampara
	-l'Information des populations sur les autres opportunités de		1 000	1000					-//-

	développement -L'identification et montage de microprojets		1000		1000				-//-
--	--	--	------	--	------	--	--	--	------

COUT TOTAL

Disponibilité : 212 058 000 FCFA

Accessibilité : 18 000 000 FCFA

Utilisation : 5 730 000 FCFA

Stabilité : 27 000 000 FCFA

TOTAL : 262 788 000 FCFA

III. Plan de financement : (en milliers de F CFA)

Piliers	Activités	Coût Total	Coût par Source de Financement				
			Commune	Etat	PTF	Population	Autres
Disponibilité	Aménagement mare Tiofol	50 000			45 000	5 000	
	Aménagement de deux périmètres maraîchers	10 058	1 005		9 053		
	Aménagement PPIV	50 000				5 000	45 000
	Aviculture, embouche bovine et ovine	82 000			82 500		
	Equipements en moyens de production	10 000			10 000		
	Construction d'un magasin de stockage équipé et doté d'un stock initial d'intrants	10 000			10 000		
Accessibilité	Mise en place des systèmes de micro crédits	18 000					18 000
Utilisation	Démonstration culinaire formation du personnel de l'ASACO et des relais sensibilisation des populations	3 230					2 230
Stabilité	-Campagne de sensibilisation	2 500			1 000		2 500
	-Mise en place et l'animation des nouvelles structures communautaires	1 000					
	-La conduite d'actions de sensibilisation et de formation des populations des structures d'appuis	24 000			24 000		
	-l'Information des populations sur les autres opportunités de développement	1 000			1 000		
	-L'identification et montage de microprojets	1 000			1 000		

CONCLUSION

Le plan de sécurité alimentaire est un outil d'investissements pour l'amélioration des conditions de vie des ménages de la commune ; il intègre le plan de développement économique, social et culturel et vise un équilibre social durable fondé sur la disponibilité de l'alimentation des ménages, l'accès aux aliments, l'utilisation appropriée de ceux-ci et la stabilité de l'approvisionnement ; c'est un levier dans la lutte contre la pauvreté par la mise en œuvre des activités génératrices de revenus, de production agricole, d'élevage ainsi que les mesures d'amélioration de la communication, de l'accès aux marchés et des conditions d'hygiène alimentaire.

L'élaboration du PSA a impliqué tous les élus, les populations ; pour le financement de sa mise la stratégie préconisée est de mobilisera les ressources budgétaires de la commune, les contributions des populations, les droits de tirage de l'ANICT et les concours des ONGs et projets partenaires soit en maîtrise d'ouvrage communale soit en maîtrise d'ouvrage privée. Le suivi évaluation sera assuré par une commission locale sur la base de résultats attendus et des indicateurs qu'elle élaborera et à en fonction des 4 piliers de la sécurité alimentaire. Elle rendra compte périodiquement au conseil communal de ses travaux et celui-ci aux communautés villageoises au cours d'assemblées générales annuelles.